

Les presses à balles de la Capa réservées à quatre territoires

L'agglomération a présenté hier une convention au Syvadec limitant l'accès au site de Saint-Antoine aux déchets de son territoire et à ceux de trois intercommunalités voisines. Le syndicat doit trouver d'autres exutoires

Trois presses à balles, deux à Ajaccio et une à Bastia, se sont remises à fonctionner depuis que le Syndicat de valorisation des déchets de Corse (Syvadec) a fermé les portes du centre d'enfouissement de Viggianello. Il y a dix jours. Une fermeture contrainte par la colère du collectif Valincu Lindu, révoqué par la perspective d'un nouveau centre de traitement des déchets, pour dix ans, sur la même petite commune du Valinco.

L'île peut encore respirer grâce à ces machines qui compactent et emballent les tonnes de déchets en de grosses balles stockables une année à même le sol. Mais pour combien de temps ?

Car si les poubelles ne débordent plus dans les rues de la ville, *"la crise des déchets est bien là"*, rappelle hier en conférence de presse Laurent Marcangeli, le président de la Communauté de communes du pays ajaccien (Capa), en présence de plusieurs maires de l'interco.

Alors que les institutionnels (État, Exécutif de Corse, Syvadec, mairies) se rejettent depuis quelques jours, par tribunes interposées, la responsabilité de la gestion calamiteuse des déchets, Laurent Marcangeli a d'abord tenu à rappeler que la Capa, plus gros producteur de déchets de l'île avec la communauté bastiaise, n'est pas restée les bras croisés ces dernières années. *"Nous n'avons pas fait la politique de l'autruche face au problème récurrent de la gestion des déchets"*, assure-t-il.

Un "choix cohérent"

Laurent Marcangeli en veut pour preuve l'anticipation assurée par la

Capa, qui, en 2018, a demandé une autorisation préfectorale pour rouvrir le site de Saint-Antoine et remettre en route les deux presses à balles restées inactives depuis des années. Inactives mais toujours entretenues, contrairement, glisse-t-on dans les services de la Capa, à la presse de Porto-Vecchio que le Syvadec, qui en est propriétaire, ne désespère cependant pas de faire réparer.

Après avoir enfoui des années durant les poubelles de 50 communes sur sa décharge de St-Antoine, et après avoir payé *"seule"* la dépollution de ce site, la Capa *"se montre de nouveau solidaire"*, fait valoir Laurent Marcangeli.

Elle a ainsi proposé hier au Syvadec une convention par laquelle elle accepte que les territoires voisins que sont le Celavc Prunelli, la partie adhérente au Syvadec de la Pieve d'Ornano, et le Spelunca Liamone déchargent leurs collectes à St-Antoine pour une mise en balles.

Ces trois territoires ont été désignés *"de façon cohérente"*, assure Laurent Marcangeli, notamment parce qu'ils participent au plan global qu'a proposé la Capa, il y a quelques mois à Corte, pour un centre de tri et de valorisation. *"Ces balles seront ensuite réorientées et stockées dans les 48 heures sur des sites de ces territoires"*, est-il cependant précisé. Seules les communes de la Capa pourront stocker leurs balles sur le site. Ainsi en cas de prolongation de la crise, les citoyens du pays ajaccien ne pâtiront pas de la solidarité de leurs élus. Et *"l'expérience douloureuse de la décharge de St-Antoine ne sera pas renouvelée"*, rassure Laurent Marcangeli.

La limitation du nombre de territoires accueillis sur St-Antoine est



Selon la convention proposée au Syvadec par la Capa, seules les intercos du Celavc Prunelli, la partie adhérente au Syvadec de la Pieve d'Ornano, et le Spelunca Liamone pourront, en plus des communes de la Capa, mettre leurs déchets en balles à St-Antoine.

(PHOTOS JEAN-PIERRE BELZIT)

expliquée par des raisons techniques: *"Les presses à balles sont anciennes. Pour ne pas occasionner de rupture de charge, au maximum 150 tonnes seront mises en balles au quotidien"*. L'une des deux presses est d'ailleurs à l'arrêt depuis deux jours, en attente d'une nouvelle pièce, soulignent, au passage, les services techniques.

Cette solidarité limitée à trois territoires décevra certainement le Syvadec.

Avec une seule autre presse à balles en état de fonctionner à Bastia, le syndicat de valorisation est ainsi contraint de trouver d'autres exutoires pour traiter tous les déchets de l'île avant la réouverture espérée du centre de Viggianello.

"Faire preuve de réalisme et sortir du dogmatisme"

Hier, les élus du Syvadec réunis à Corte n'ont pas débattu de la convention proposée par la Capa. *"Elle n'était pas à l'ordre du jour mais elle sera examinée la semaine prochaine dans le cadre d'un nouveau bureau"*, assure Catherine Luciani, la directrice du syndicat de valorisation, qui ne se risque pas à plus de commentaires.

Au-delà de l'anticipation de la Ca-

pa qui a permis au Syvadec de très rapidement pallier la fermeture du centre de Viggianello, *"un problème qui ne relève pourtant pas de la compétence de la Capa puisque la compétence des EPCI est celle du ramassage et non celle du traitement"*, Laurent Marcangeli rappelait hier les efforts réalisés par le pays ajaccien pour résoudre sur le long terme la gestion des déchets en Corse.

Le président de la Capa répond ainsi aux élus de Viggianello qui pointent du doigt l'inaction des intercommunalités: *"La Capa est la seule intercommunalité à avoir proposé des solutions"*.

Parmi ces dernières, celle, retenue par l'Exécutif de Corse, de créer, sur son territoire, un centre de tri mixte.

Pour autant, ajoute le président de la Capa, *"seule l'intégration de combustible solide de récupération (CSR) permettra d'atteindre une diminution de l'enfouissement de 80% des déchets et d'obtenir le financement du projet par les institutions concernées"*.

Encore faut-il que l'Exécutif accepte la solution des CSR. Une méthode contre laquelle s'opposent farouchement certains collectifs de défense de l'environnement. Enfin,

à ceux qui considèrent que la campagne n'a pas à prendre les poubelles des villes, Laurent Marcangeli rappelle l'incapacité législative, pour une agglomération qui accueille un aéroport international, d'ouvrir un centre d'enfouissement. *"Aucun site ne peut être légalement envisagé dans un rayon de 13 km en raison du risque aviaire"*, souligne de son côté Michèle Orlandi, la directrice générale adjointe de la Capa.

Pour Laurent Marcangeli, le fond du problème tient dans *"l'incompétence collective à trouver des solutions face à un plan voté par la CdC qui repose sur des objectifs irréalisables en matière de tri"*.

Aussi, le président de la Capa appelle-t-il à un *"regard nouveau sur ce dossier"*. Soulignant au passage que si la Sardaigne ne connaît pas la crise, *"c'est parce qu'elle a des incinérateurs"*.

"Je ne suis pas pour des incinérateurs, ajoute-t-il, mais il faut réfléchir à d'autres méthodes de traitement que ce qui a été jusqu'ici proposé par le plan de la CdC. Il est temps de sortir des postures, de faire preuve de réalisme et pas de dogmatisme."

CAROLINE MARCELIN



Seules les balles des communes de la Capa seront stockées sur le site de St-Antoine.